

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL GENERAL  
DU JEUDI 2 OCTOBRE 2014**

**Point 8** de l'ordre du jour : « Postulat déposé par le PLR demandant la réactivation de l'étude pour une fusion avec la commune de Matran »

**M. Peter Schnyder**, Président. Le secrétariat communal a reçu ce postulat dans le délai prévu. Ce postulat porte sur un objet relevant de la compétence du Conseil communal. En ce qui concerne le Bureau, il a préavisé favorablement ce postulat.

**M. Peter Schnyder**, Président. Y a-t-il une contestation sur la recevabilité ou la qualification formelle. M. Marthaler.

**M. Thomas Marthaler**, Conseiller général. Je vous prie de lire attentivement l'article 53 alinéa 2 du règlement du Conseil général ainsi que le texte sur le dos du document que le Conseil communal nous a transmis.

***" Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général ".***

Que demande le postulat du PLR ? Les auteurs demandent au Conseil communal de réengager des discussions en vue d'étudier la possibilité d'une fusion avec la Commune de Matran.

A notre avis, la requête du PLR, de réengager les discussions, va bien au-delà d'une étude à préparer par le Conseil communal sur une éventuelle fusion. Elle va à l'encontre de l'article 53 alinéa 2 du règlement du Conseil général.

Nous contestons la recevabilité du postulat dans le sens de l'article 56 alinéa 1 de ce même règlement.

**M. Peter Schnyder**, Président. Le Bureau en examinant le postulat transmis a vérifié la recevabilité par rapport à la qualification formelle qu'il a considérée comme correcte par rapport au règlement en vigueur.

Effectivement, selon l'article 53 alinéa 2 « un rapport devra être fourni par le Conseil communal dans le six mois ». Le Bureau a estimé que ceci allait de fait et qu'il n'était pas nécessaire de mentionner dans le postulat qu'un rapport était attendu. De plus, hormis, la qualification, le Bureau a également vérifié le délai de dépôt. Sous cet angle, la recevabilité était incontestable.

**M. Peter Schnyder**, Président. J'ouvre la discussion générale sur la recevabilité de ce postulat et je donne la parole au Conseil communal. Mme la Syndique.

**Mme Erika Schnyder**, Syndique. Vous avez toujours en mémoire l'introduction que j'ai faite tout à l'heure au sujet des postulats.

Le Conseil communal considère que le Conseil général n'a pas la compétence de lui donner une injonction à faire quelque chose, qui est de sa compétence, en vertu de la répartition des tâches selon la loi sur les communes.

Si ce postulat devait être considéré comme recevable et adopté, le Conseil communal présentera un rapport au Conseil général. Le Conseil communal ne considèrera pas qu'il s'agisse pour lui d'une obligation d'ouvrir des discussions sur cette question.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Grangier, auteur du postulat.

**M. François Grangier**, Conseiller général. L'intention de ce postulat n'a jamais été autre de ce que Mme la Syndique vient d'expliquer.

Un rapport devra être fait dans les six mois ou avec la possibilité d'une prolongation comme le prévoit le règlement. Je ne vois pas le problème !

Je ne demande pas de signer une convention de fusion, ni de dépenser de l'argent pour cela. Je veux juste que le Conseil communal prenne contact avec Matran et, fasse tout simplement un rapport en réponse à ce postulat et ça s'arrête là.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Peiry.

**M. Ian Peiry**, Conseiller général. Dans le titre du postulat on parle d'une « réactivation ». Pour rappel l'étude avait déjà été lancée en 2005. Le dossier est resté dans un fond de tiroir suite à la Fusion 2011. Pour finir, le deuxième mot du titre est bien la réactivation de « l'étude ».

**M. Peter Schnyder**, Président. Autres interventions ? Tel n'est pas le cas. Je pose la question à M. Marthaler s'il maintient sa contestation sur la recevabilité suite aux informations reçues ?

**M. Thomas Marthaler**, Conseiller général. Je maintiens la contestation de la recevabilité.

**M. Peter Schnyder**, Président. Conformément à l'article 56 de notre règlement, nous allons donc passer au vote sur la recevabilité de ce postulat.

Celles et ceux qui approuvent la recevabilité de ce postulat sont priés de le manifester par main levée.

***La recevabilité du postulat est acceptée par 22 oui, 20 non et 2 abstentions.***

**M. Peter Schnyder**, Président. Nous passons sur la discussion de détail. Je donne la parole au Conseil communal. Mme la Syndique.

**Mme Erika Schnyder**, Syndique. Comme je l'ai déjà dit, le Conseil communal fera un rapport. Le Conseil communal ne va pas entamer des discussions. Il va examiner, si ce postulat est accepté, le pour et le contre, et vous donnera une réponse politique, qui pourra être négative parce que la situation ne se prête pas ou pour toute autre raison.

La seule chose que le Conseil communal fera sera un rapport sur l'état de la situation et sur les opportunités qu'il estime, en l'état, pouvoir être soutenues.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Grangier.

**M. François Grangier**, Conseiller général. En déposant un postulat, on sait ce qu'on demande. Peut-être était-il un peu trop détaillé alors je m'en excuse.

Le but est de prendre contact avec Matran et aussi de voir en dehors du pot fribourgeois et des intérêts personnels électoralistes et autre sphère politico-socialiste. De voir ce qu'il est possible de faire sans toujours entendre la même rengaine.

La petite ceinture de Fribourg a ses avantages. Elle peut être un point de départ pour une fusion. C'est pour cela qu'il est important et intéressant de creuser un peu le dossier.

Je parle de Matran mais on pourrait aussi parler de Givisiez, Granges-Paccot, etc. Pourquoi Matran ?

Lorsqu'on a voté le terrain synthétique, la Commune de Matran s'est engagée par son Assemblée communale à verser les Fr. 400'000.--. C'est peut-être un signe qu'elle nous envoie.

Je pense qu'il serait hautain de ne pas discuter avec eux. Il faut être honnête avec nos voisins, et passer par cette discussion est quelque chose d'important.

Je vous encourage à voter sur ce postulat maintenant qu'il est recevable. Cela n'engage personne, ni le Conseil communal, ni le Conseil général sur un quelconque résultat. Cela montrerait une ouverture d'esprit qui sortirait du marasme politique en vigueur actuellement dans le dossier de fusion au niveau du Grand-Fribourg.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Marthaler.

**M. Thomas Marthaler**, Conseiller général. Je vais faire une déclaration politico-socialiste sur le fond.

Le PS de Villars-sur-Glâne soutient le principe d'une fusion au niveau du Grand-Fribourg. Nous estimons que cette question du centre cantonal fort est vitale pour tout le Canton.

C'est aussi l'avis du Conseil d'Etat qui, dans sa réponse à la motion socialiste au Grand Conseil, a écrit :

« Une fusion du centre cantonal doit en particulier permettre au canton de Fribourg de faire face aux défis démographiques et concurrentiels qui l'attendent, tout en répondant aux attentes de la population en matière de cadre de vie et de service de proximité ».

L'aboutissement d'une telle fusion est un enjeu non seulement régional, mais tout autant cantonal, afin de donner au canton de Fribourg une assise à plus grande échelle entre l'arc lémanique et les autres grandes agglomérations suisses.

S'agissant du Grand-Fribourg, le Conseil d'Etat a retenu un périmètre comprenant les communes de Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Pierrafortscha et Villars-sur-Glâne. Il a en outre considéré comme envisageable l'inclusion dans ce périmètre des communes de Corminboeuf et Chésopelloz à titre subsidiaire.

Villars-sur-Glâne est indéniablement un maillon fort du Grand-Fribourg et il s'agit en premier lieu de rendre la terre fertile pour cette fusion-là.

La Commune de Matran, elle, est en discussions avancées pour fusionner avec les communes d'Avry et/ou Sarine-Ouest, fusion qui correspond au plan de fusion de la Préfecture, basé sur la loi sur les fusions et la loi sur les communes. Matran a le rôle de commune pont entre une future commune de Sarine-Ouest et du Grand-Fribourg.

Il ne nous semble absolument pas opportun, de ces pourparlers par une intervention unilatérale du Conseil communal de Villars-sur-Glâne. En plus, la Commune de Villars-sur-Glâne a tout autant, sinon plus, de collaborations fructueuses avec Fribourg et les environs (Services des eaux, déchets, Corporation forestière, actes de défaut de bien, Bois d'mon Coeur) qu'avec Matran.

Nous proposons de rejeter le postulat et de ne pas le transmettre au Conseil communal.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Moret.

**M. Pierre-Yves Moret**, Conseiller général. Faut-il vraiment repartir dans un nouveau projet de fusion sous forme de « fusionnette » alors que le récent échec d'un mariage à trois avec Fribourg et Marly n'est pas encore digéré et que l'on n'en a pas encore tiré toutes les conséquences !

Après avoir affirmé de manière simpliste, je cite : « L'impossibilité de discuter avec nos voisins de la Capitale », le PLR met la charrue avant les bœufs et, la tête dans le guidon, propose de relancer Matran, la fiancée éconduite lamentablement en 2004 après quatre ans de fréquentations.

L'hypothèse semble séduisante. Il suffirait de trouver un partenaire qui bénéficie d'un taux d'imposition fiscale plus au moins semblable pour aboutir avec succès à une fusion intercommunale.

S'il fallait actuellement demander quelque chose au Conseil communal en terme de fusions intercommunales, c'est bien d'abord qu'il se mette au travail à l'interne pour :

1. Analyser de manière honnête les causes de l'échec précédent, en prenant sa part de responsabilité.
2. Développer une stratégie sérieuse incluant, entre autres, l'étude des différentes variantes issues du plan de fusion de la Préfecture, dans laquelle Matran n'apparaît jamais, en répondant à la question pourquoi fusionner avec qui et comment ?
3. Remettre à plat tant les opportunités que les obstacles prévisibles pour chaque cas, en leur donnant des esquisses de solution.

Et pour ajouter une petite note à notre Conseil général, ce qu'il ignore superbement, le PLR aurait pu mentionner au passage dans son postulat le rôle que pourrait tenir notre Commission sur les fusions intercommunales (COFI) avec son potentiel et ses compétences. L'histoire récente nous a pourtant démontré que vouloir laisser le Conseil communal agir seul en la matière, est risqué. L'implication et la prise de distance critique d'une commission ad hoc issue du Conseil général ne pourrait être que profitable.

C'est pour toutes ces raisons que le Centre Gauche PCS a décidé, à l'unanimité, de refuser le présent postulat.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Rudaz.

**M. Marius Rudaz**, Conseiller général. Tout a son temps. Le groupe PDC a également étudié le postulat en matière de fusion du PLR. Nous ne sommes pas totalement opposés à cette requête, mais il n'est pas temps.

Après l'échec du « ménage à trois » avec Fribourg et Marly, et une année et demie avant les élections, nous trouvons qu'il est anticipé de se lancer dans les bras d'un nouveau partenaire.

Laissons au Conseil communal le temps de réaliser son programme de législature et il sera peut-être temps après les élections d'aller à la recherche d'une nouvelle liaison.

Le groupe PDC, à sa majorité, va s'abstenir sur ce postulat.

**M. Peter Schnyder**, Président. Mme Uehlinger.

**Mme Marie-Lucie Uehlinger**, Conseillère générale. Les Verts ne soutiendront pas le postulat du PLR demandant au Conseil communal d'étudier la possibilité d'une fusion avec la commune de Matran.

Les Verts continuent de soutenir le projet d'une fusion à moyen terme et dans une première étape des trois communes de Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne. Cette fusion doit s'élaborer dès maintenant par l'intensification et par le développement de collaborations concrètes qui vont au-delà de simples accords intercommunaux. Nous pensons à des projets concrets comme le développement de zones industrielles communes.

Les Verts souhaitent donc que la Commune de Villars-sur-Glâne avance dans le sens du développement d'une collaboration étroite avec Fribourg et Marly, tout en accordant au processus de fusion, le temps qu'il lui sera nécessaire pour aplanir les crispations et les réticences actuelles.

Par ailleurs, nous demandons au Conseil communal de Villars-sur-Glâne d'informer le Conseil général des étapes à venir du processus de fusion avec Fribourg et Marly.

**M. Peter Schnyder**, Président. Autres interventions. M. Küttel.

**M. Dimitri Küttel**, Conseiller général. Sans vouloir vous offenser sur l'opportunité d'une fusion avec Matran où dieu sait quelles autres communes je veux juste suggérer au Conseil communal de ne pas être totalement fermé à un rapport sur les fusions de manière générale.

En prenant compte d'autres formes de collaboration, on aura peut-être plus de réponses que lorsque Mme la Syndique avait parlé de la fusion ratée, pour l'instant, avec Fribourg. Le Conseil communal pourrait s'ouvrir sur d'autres formes de collaboration. Cela pourrait être par des conventions intercommunales, la création de sociétés intercommunales de service. Ces éléments pourraient être intégrés dans ce rapport. Il serait intéressant de connaître la position du Conseil communal à ce niveau.

A titre personnel, je soutiendrai le postulat du PLR.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Carnevale.

**M. Angelo Carnevale**, Conseiller général. Je voudrais juste dire une chose. Des fois j'ai l'impression que je ne suis pas sur terre mais sur une autre planète.

Les murs sont tombés, les blocs se sont effrités. On a voté et incité les gens de ne pas fusionner avec Fribourg pour des questions d'imposition.

Le but, maintenant, est de fusionner avec Fribourg. Il y a une économie globalisée et on cherche Matran pour fusionner. On cherche à fuir la réalité des choses.

Ce postulat est juste là pour mettre un peu de mauvaises herbes dans les fusions. En tant que socialiste, je souhaite pour l'avenir de notre Commune, que nos partis de droite et de gauche s'engagent à fusionner avec le Grand-Fribourg à la condition de ne pas pénaliser notre Commune.

**M. Peter Schnyder**, Président. M. Grangier.

**M. François Grangier**, Conseiller général. La mauvaise herbe va vous répondre M. Carnevale. Je pense qu'avoir les pieds sur terre n'est pas de rentrer dans le mur. Être focalisé sur une ligne sans aucune vision d'avenir, c'est avoir une fermeture d'esprit.

Il ne faut pas oublier que Matran est notre voisine, membre de l'Agglomération fribourgeoise. Matran a également une ligne de bus qui traverse Villars-sur-Glâne. On ne parle pas, ici, de fusionner avec une commune avec laquelle nous n'avons pas de limites communes !

Cela va être difficile de rentrer en matière, pour notre Conseil communal, lorsqu'on entend de pareils termes.

Vous mentionnez la COFI, M. Moret. Elle n'a pas besoin d'être activée car, à l'heure actuelle, c'est un simple rapport qui est demandé.

Le Grand-Fribourg est un projet avec des articles de lois, des rapports etc. Le peuple, on l'a vu, suit rarement les grands projets, les articles de lois, etc. C'est une opportunité qui peut se présenter.

Villars-sur-Glâne est une ville ouverte d'esprit, toujours prête à discuter avec ses partenaires. Le rejet du postulat, ce soir, serait un mauvais signe que nous montrerions vis-à-vis de notre voisine. Il aura des répercussions sur la perception de Villars-sur-Glâne par rapport à ses petites voisines.

**M. Peter Schnyder**, Président. Autres interventions ? Tel n'est pas le cas. Nous passons au vote.

Celles et ceux qui approuvent la transmission au Conseil communal du postulat concernant la réactivation de l'étude pour une fusion avec la commune de Matran sont priés de le manifester par main levée.

***La transmission du postulat est rejetée par 22 non, 16 oui et 6 abstentions.***